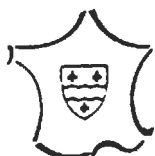


TP/EB

PREFECTURE du LOIRET



ORLEANS, le 13 AOUT 1987

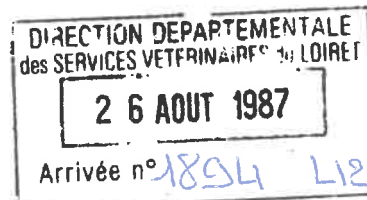
DIRECTION de l'ADMINISTRATION
GENERALE et de la REGLEMENTATION

Bureau des réglementations
et de l'environnement

Nouvelle numérotation téléphonique
à compter du 26 juin 1987

STANDARD : 38/81/40/00

REDACTEUR : 38/81/41/31



A R R Ê T É

autorisant M. Claude VIRON à exploiter un élevage de volailles
comprenant plus de 50 000 animaux au lieu-dit "La Baratte" à LORRIS

LE PREFET,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DE LA REGION CENTRE
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DU DEPARTEMENT DU LOIRET
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la demande présentée le 1er avril 1986 et complétée le 27 mai 1986
par M. Claude VIRON, demeurant au lieu-dit "La Baratte" à LORRIS,
en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un élevage de volailles
comprenant plus de 50 000 animaux au lieu-dit "La Baratte" à LORRIS,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées
pour la protection de l'environnement,

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des
enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de
la loi du 19 juillet 1976,

VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi
du 12 juillet 1983,

VU le décret du 20 mai 1953 modifié, fixant la nomenclature des installa-
tions classées pour la protection de l'environnement,

VU la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la
récupération des matériaux,

VU le Règlement sanitaire départemental,

.../...



- VU l'ensemble du dossier et notamment les plans annexés,
- VU l'arrêté préfectoral du 5 mars 1987 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique dans la commune de LORRIS, du 30 mars 1987 au 30 avril 1987 inclus,
- VU les publications de l'avis d'enquête,
- VU le registre de l'enquête, ensemble, l'avis émis par le commissaire enquêteur,
- VU l'avis émis le 15 juin 1987 par le Sous-Préfet, commissaire adjoint de la république de l'arrondissement de MONTARGIS,
- VU l'avis du Directeur départemental de l'équipement, en date du 26 mars 1987,
- VU l'avis du Directeur départemental de l'agriculture, en date du 30 mars 1987,
- VU l'avis du Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, en date du 22 avril 1987,
- VU l'avis du Directeur départemental de la protection civile, en date du 1er avril 1987,
- VU l'avis du Directeur des services départementaux d'incendie et de secours, en date du 7 avril 1987,
- VU l'avis du Directeur départemental du travail et de l'emploi, en date du 12 mars 1987,
- VU l'avis de l'Architecte des bâtiments de France, en date du 22 avril 1987,
- VU l'avis du Délégué régional à l'architecture et à l'environnement, en date du 29 mai 1987,
- VU l'avis de M. DESPREZ, géologue agréé, en date du 10 mars 1987,
- VU les rapports de l'Inspecteur des installations classées, Directeur des services vétérinaires, en date des 9 juillet 1986 et 23 juin 1987,
- VU la notification à l'intéressé de la date de réunion du Conseil départemental d'hygiène et des propositions de l'inspecteur,
- VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène, en date du 29 juin 1987,
- VU la notification à l'intéressé du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

.../...

CONSIDERANT :

- que le Conseil municipal de LORRIS n'a pas délibéré, bien qu'ayant été régulièrement saisi par lettre en date du 5 mars 1987,
- que toutes les formalités prévues par la réglementation ont été remplies,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret,

A R R Ê T E

Article 1er

M. Claude VIRON, demurant au lieu-dit "La Baratte" à LORRIS, est autorisé à exploiter un élevage de volailles comprenant plus de 50 000 animaux, à cette adresse.

Cette activité est classée sous la rubrique 58 6° de la nomenclature sur les installations classées.

Cette autorisation est accordée exclusivement au titre de la législation sur les installations classées et ne dispense pas l'exploitant de se conformer à toute autre réglementation pouvant lui être applicable : permis de construire, permission de voirie, autorisation de défrichage, de prélèvement d'eau, de forage, de rejet des eaux usées, autorisations du maire au titre de la sécurité, de l'occupation du sol, etc....

Article 2

L'établissement sera disposé selon les indications contenues dans la demande d'autorisation et les documents qui étaient annexés à cette demande.

L'exploitant devra également respecter les prescriptions reprises dans l'annexe du présent arrêté.

En outre :

- les épandages de lisier se feront à plus de 50 m de périmètre de protection immédiate du captage n° 2 de LORRIS et à plus de 35 m de la rivière le Limetain,
- il sera établi un planning précis de lutte contre les rongeurs,
- aux entrées et sorties des bâtiments, seront disposés des extincteurs conformes à la réglementation.

.../...

Article 3

Les eaux résiduaires de l'établissement devront être décantées et exemptes de toute substance susceptible d'un effet nocif quelconque avant le rejet. Des regards permettant de faire des prélèvements juste avant l'évacuation à l'extérieur de l'établissement devront être aménagés et accessibles à tout instant et sur le domaine public à chaque fois que cela sera techniquement possible avec l'accord du Maire. Ces prélèvements seront effectués au moins une fois par an par un agent de l'Administration ou une personne agréée par elle (la fréquence pouvant être rapprochée en cas de nécessité). Les analyses seront effectuées par le Laboratoire Régional d'Hygiène et de Bactériologie, 33 rue Stanislas Julien à ORLEANS ou, en cas d'empêchement, par un laboratoire agréé par l'Administration. Les frais de ces analyses seront à la charge de l'industriel.

Article 4

Les conditions ainsi fixées ne peuvent, en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et les décrets réglementaires pris en exécution dudit livre, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées pour ce but.

Article 5

Le requérant sera tenu, en outre, de prendre toutes les précautions nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques, de se conformer, pour le même but, à toutes les mesures de précaution et autres dispositions que l'Administration jugerait utiles de lui prescrire par la suite.

Article 6

Il est expressément défendu de donner une extension quelconque à l'établissement, objet du présent arrêté, et d'y exercer des activités non déclarées avant d'en avoir obtenu l'autorisation.

.../...

Article 7

- 5 -

Faute par le demandeur de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, le Préfet, Commissaire de la République du Département du Loiret pourra :

- soit faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites,
- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux,
- soit suspendre par arrêté, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, le fonctionnement de l'installation.

Ces sanctions administratives sont indépendantes des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

Article 8

La présente autorisation cessera d'avoir son effet dans le cas où il s'écoulerait, à compter du jour de sa notification, un délai de trois ans avant que l'établissement ait été mis en activité, ou si son exploitation était interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 9

En cas de cession de l'établissement, le successeur ou son représentant devra faire connaître au Préfet, Commissaire de la République du Département du Loiret (sous le présent timbre), dans le mois qui suivra la prise de possession, la date de cette cession, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant.

S'il s'agit d'une société, indiquer sa raison sociale ou sa dénomination, son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le titre d'autorisation sera remis au nouvel exploitant.

Article 10

En cas de cessation de l'établissement, l'exploitant devra en faire la déclaration au Préfet, Commissaire de la République du Département du Loiret, dans le mois qui suit.

L'exploitant devra en outre remettre le site ou l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients, mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

Article 16

Un avis sera inséré par les soins du Préfet, commissaire de la république du département du Loiret, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux "La République du Centre" et "La Nouvelle République".

Article 17

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le Sous-Préfet, commissaire-adjoint de la république de l'arrondissement de MONTARGIS, le Maire de LORRIS, l'Inspecteur des installations classées, le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et en général tous agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le 13 AOUT 1987

Pour Ampliation
~~Le Directeur~~

reij.

Jean-Louis GARNIER



Le Préfet,
commissaire de la république,
Pour le Préfet
Commissaire de la République,
Le Sous-Préfet, Commissaire-adjoint
de la République,
Secrétaire Général par intérim

D. Diéval

DIFFUSION :

- Original : dossier
 - Intéressé : M. Claude VIRON
 - M. le Sous-Préfet, commissaire-adjoint de la république de l'arrondissement de MONTARGIS
 - M. le Maire de LORRIS
 - M. l'Inspecteur des installations classées
 - Directeur des services vétérinaires
 - M. le Directeur départemental de l'équipement
 - M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
 - M. le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
 - Secrétariat du Conseil départemental d'hygiène
 - M. le Directeur départemental de la protection civile
 - M. le Directeur des services départementaux d'incendie et de secours
 - M. le Directeur départemental du travail et de l'emploi
 - M. l'Architecte des bâtiments de France
 - M. le Délégué régional à l'architecture et à l'environnement
 - M. DESPREZ, Géologue agréé près le Conseil départemental d'hygiène
- 384 Rue Basse
45590 ST CYR EN VAL